

Manifeste

Grève féministe 2023

Nous appelons à une nouvelle grève féministe le 14 juin 2023 ! Depuis 2019, année où un demi-million de personnes sont descendues dans les rues suisses pour revendiquer l'égalité des genres, nous avons connu des succès mais aussi des revers. Dans l'enseignement supérieur spécifiquement, nous remarquons encore la persistance de structures et pratiques discriminatoires sexistes, LGBTQ+phobes, racistes, classistes, validistes et âgistes. Ces structures et pratiques discriminatoires impactent fortement nos conditions d'études et de travail, et donc notre vie, et finalement la production et la circulation des connaissances.

En tant qu'étudiant·e·x·s et universitaires de l'UZH et de l'ETH, nous sommes solidaires de tou·te·x·s les étudiant·e·x·s et du personnel de nos institutions et nous exigeons :



1. Des conditions de travail vivables et de véritables options de carrière

Anstellungen Les emplois dans l'enseignement supérieur doivent être compatibles avec la vie privée, en particulier avec la vie de famille et le travail de soin (ou care). Le surmenage et la faible rémunération doivent cesser d'être la norme. La précarité de l'emploi entrave la mise en place d'un enseignement supérieur inclusif, et donc d'une science inclusive ! Nous avons besoin de véritables options de carrière pour envisager un avenir dans l'enseignement supérieur, afin que les plus privilégié·e·x·s d'entre nous ne soient pas les seul·e·x·s à y rester. Nous devons éradiquer les préjugés discriminatoires persistants dans les processus de recrutement. Nous exigeons de dépasser l'idéal romantisé, élitiste et masculin d'un universitaire parcourant le monde et ne vivant que pour la recherche.

- L'enseignement et la recherche doivent être rémunérés de manière adéquate. Les chargé·e·x·s de cours ne devraient pas être obligé·e·x·s d'enseigner gratuitement pour ne pas perdre leur titre, comme c'est le cas dans certaines disciplines. Les missions et mandats d'enseignement ne doivent pas être rémunérés uniquement à la fin du semestre.
- Nous avons besoin que notre charge de travail contractuelle soit définie de manière spécifique et réaliste, indiquant nos missions exactes et réservant suffisamment de temps protégé pour nos recherches.
- Lorsque cela est souhaité, le partage de poste et la réduction du temps de travail doivent être possibles et encouragés.
- Comme l'a déjà demandé la Pétition Academia acceptée par le Conseil national en juillet 2022, nous réitérons que les postes académiques doivent être diversifiés par la création ou l'expansion de postes permanents de niveau intermédiaire entre les postes d'assistant·e·x·s de recherche et les postes de professeur·e·x·s. Au moins la moitié des postes après le doctorat financés par les universités devraient être permanents, afin que les jeunes universitaires aient des options de carrière stables.

- La mobilité dans d'autres universités à l'intérieur et à l'extérieur de la Suisse doit être encouragée et financée, mais ne devrait pas être une exigence formelle ou informelle pour l'avancement de la carrière ou les demandes d'emploi.
- Nous demandons l'introduction et l'extension du congé parental, afin que la garde et l'éducation des enfants puissent se faire sur un pied d'égalité. La sécurité juridique et financière du congé parental doit également être garantie dans les projets financés par des tiers. Le congé parental ne doit pas être déduit du temps de recherche autorisé, aux frais des chercheur·euse·x·s.
- Les infrastructures de garde d'enfants dans les universités doivent être développées. Il doit y avoir suffisamment de places abordables dans les crèches ainsi qu'un nombre suffisant d'espaces parents-enfants, par exemple pour l'allaitement et le change.
- Les critères d'évaluation des carrières et des bourses à tous les niveaux devraient être transparents, discutés collectivement et élargis au-delà de la simple quantification des performances (c'est-à-dire des publications). Les compétences en matière d'enseignement, de supervision et de mentorat devraient être mieux reconnues, de même que l'engagement dans la communauté de l'enseignement supérieur et la sensibilisation du public.

2. Plus de démocratie, moins de hiérarchie au sein de l'université

Nous voulons une université démocratique, libérée des hiérarchies obscures qui prévalent dans le système obsolète des chaires. Les projets de recherche, les décisions et les tâches de supervision ne doivent pas être concentrés dans les mains des professeur·e·x·s, qui sont déjà surchargé·e·x·s de travail.

- Les projets de recherche ne devraient pas être attribués à des responsables d'équipe (ou PIs), mais à des équipes. Les enseignant·e·x·s non titulaires doivent être reconnu·e·x·s comme des collègues dignes d'avoir leur mot à dire sur la manière dont les projets sont lancés et menés.
- Tou·te·x·s les employé·e·x·s devraient avoir des droits de co-décision dans les comités universitaires.
- Nous exigeons la parité hommes-femmes dans tous les comités de recrutement, les jurys et les comités de financement des établissements d'enseignement supérieur et du Fonds national suisse. Cela implique la présence d'un·e tiers indépendant·e chargé·e d'observer le processus et de garantir une évaluation équitable des candidat·e·x·s.
- Les responsabilités en matière de supervision de la recherche devraient être plus collégiales et indépendantes des hiérarchies de travail.
- Nous demandons plus d'espaces officiels pour discuter des relations de pouvoir et de leur impact sur nos conditions de travail et sur la production de connaissances.

3. Mettre fin à toutes les formes de discrimination, en particulier celles fondées sur le genre

Nous ne parviendrons à une véritable inclusion dans l'enseignement supérieur que si les personnes se sentent en sécurité pour étudier et travailler dans les établissements d'enseignement supérieur et savent que ces établissements s'engagent à lutter contre la discrimination sous ses formes multidimensionnelles et intersectionnelles.

- Nous demandons plus de ressources pour prévenir la discrimination et le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur et pour soutenir les victimes.
- Nous demandons que les signalements pour harcèlement sexuel fassent l'objet d'une enquête par une tierce partie indépendante permettant un processus sûr et équitable.
- Nous appelons à renforcer les bureaux et les postes de médiation et à les rendre plus indépendants.
- Pour garantir un changement à long terme, nous avons besoin de formations à l'échelle de l'université pour l'ensemble du personnel et des étudiant·e·x·s afin de reconnaître et de lutter contre toutes les formes de discrimination (sexistes, LGBTQ+phobes, racistes, classistes, validistes et âgistes) et de harcèlement sexuel.
- Pour garantir des pratiques de recrutement et une gestion des ressources humaines équitables, nous demandons en particulier une formation obligatoire pour les personnes qui siègent dans les comités de nomination et occupent des postes de direction.
- Nous demandons des ajustements administratifs et d'infrastructure pour les personnes non binaires, trans et inter. Les outings forcés et les assignations de genre erronées dans les universités doivent être combattus. D'une manière générale, il convient de supprimer les mentions de genre inutiles, par exemple en supprimant les rubriques de genre, ou encore en installant des toilettes neutres. Nous demandons que le personnel soit formé et que des points de contact avec des personnes compétentes sur ces questions soient mis en place dans chaque université.
- Nous demandons des espaces sécurisés pour les femmes, les lesbiennes, les personnes intersexes, non-binaires, transgenres et agenres, afin qu'iels puissent se reposer du stress lié aux discriminations, partager leurs expériences et construire des solidarités.
- Nous exigeons que les établissements d'enseignement supérieur prennent au sérieux notre bien-être sous tous ses aspects, y compris les douleurs menstruelles et la santé mentale.
- Nous demandons des produits menstruels gratuits pour tou·te·x·s.

4. Démocratiser la connaissance et l'éducation

Tous les points ci-dessus sont des conditions structurelles nécessaires pour permettre à chacun·e d'entre nous de s'engager sur un pied d'égalité dans la recherche, l'enseignement et l'apprentissage, et donc de démocratiser le savoir. L'enseignement supérieur ne doit pas promouvoir une pression élitiste à la performance, conduisant au doute de soi et à l'exclusion, et ne doit pas non plus marchandiser le savoir pour l'adapter au capitalisme néolibéral. En particulier à la lumière de la crise climatique actuelle, les universités devraient être des espaces de discussion ouverts à tou·te·x·s, où nous pouvons imaginer et construire des solutions aux problèmes environnementaux, sociaux, économiques et démocratiques actuels, nécessaires pour créer un avenir vivable et plus juste pour tou·te·x·s. Les institutions, les associations professionnelles et les individus devraient également utiliser et promouvoir des outils spécifiques à cette fin :

- Assurer et renforcer la place des formes critiques de connaissance dans les universités et à travers les disciplines (les études de genre et en particulier les études queer, les perspectives féministes, intersectionnelles et décoloniales, les études environnementales et études de décroissance, ...).
- Employer, promouvoir et enseigner des options linguistiques inclusives et anti-discriminatoires.
- Aborder les questions relatives à la discrimination et aux déséquilibres de pouvoir dans la recherche et l'enseignement.
- Veillez à ce que les réunions, les séminaires, les tables rondes et les conférences soient aussi inclusives et participatives que possible, notamment en garantissant un bon équilibre entre les genres et en empêchant toute forme de majorité (en raison de l'identité de genre, de l'orientation

sexuelle, de l'origine, de la discipline, de la langue, etc.) de limiter l'expression de personnes en minorité.

- Au lieu de simplement "enseigner pour l'examen" (ou "teach to the test"), soutenir et s'engager dans des pratiques d'enseignement anti-hiérarchiques et anti-discriminatoires, c'est-à-dire en rendant les objectifs d'apprentissage explicites et en concevant des évaluations de performance variées et qui ont du sens, adaptées aux contraintes des étudiant·e·x·s.
- Mettre l'accent sur la représentation des groupes marginalisés dans notre recherche et notre enseignement.
- Mettre en évidence et amplifier la recherche des groupes marginalisés dans notre recherche et notre enseignement (minorités en Suisse et chercheur·euse·x·s du Sud global).
- S'engager de manière plus proactive et sur un pied d'égalité avec la société civile sur les questions des différentes formes de connaissance, qu'elles soient académiques ou non.
- S'engager et faire de la place pour l'activisme politique, en particulier en gardant le 14 juin (jour de la grève féministe) libre d'examens.